

Festival International du Film des droits de l'Homme à Toulouse (France)

24 Jan 2009 - 29 Jan 2009

4 documentaires, 7 projections-débat pour découvrir et comprendre :

- le rôle de la Cour Pénale Internationale,
- la République Démocratique du Congo et le viol utilisé comme tactique de guerre,
- la lutte anti-terroriste au Pérou,
- la vie quotidienne des migrants à Calais

Tout le programme sur : www.friture.net

Quatre organisations de solidarité internationale (Amnesty International, CCFD-Terre solidaire, le Secours Catholique et Survie), organisent pour la troisième année consécutive un Festival International du Film des Droits de l'Homme à Toulouse et sa région avec le soutien de nombreux partenaires.

Créé en 2003, le Festival International du Film des Droits de l'Homme (FIFDH), se déroule chaque année, au cinéma Action Christine à Paris. Produit et organisé par l'association « Alliance », il encourage la réflexion citoyenne. Avec une vingtaine de films sélectionnés, il est la plus importante manifestation culturelle sur le thème des droits humains en France.

Location: Cinéma ABC - 13 rue Saint Bernard 31000 Toulouse, France

Contact Information:

Conférence sur la Cour pénale internationale et les ONG: "La participation de la FIDH à l'arrestation de Jean-Pierre Bemba"

10 Fév 2009

Monsieur Olivier de FROUVILLE organise une conférence: "La Cour pénale internationale et les ONG : la participation de la FIDH à l'arrestation de Jean-Pierre BEMBA" prononcée par Madame Mariana PENA, Déléguée de la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) auprès de la Cour pénale internationale.

Lieu: *Faculté de droit de Montpellier, Amphi 301, Montpellier, France*

Contact: le site de la faculté <http://www.univ-montp1.fr> ou contactez Barbara GIBAUDAN, Service Communication & Relations Extérieures, Faculté de Droit, Tel : 04.67.61.54.56

CPI 10 après : le rôle du conseil au regard des affaires et du procès encours

16 Fév 2009

La Culture pour la Paix et la Justice, CPJ asbl, organise un séminaire en collaboration avec la Cour Pénale Internationale, CPI (Bureau de Kinshasa) sur la « CPI 10 après : le rôle du conseil au regard des affaires et du procès encours » 9h00

Lieu: *Centre d'Etudes pour l'Action Sociale de Kinshasa*

Contact: Pour plus d'informations contacter Paul Madidi, Bureau de la CPI à Kinshasa, e-mail: Paul.Madidi@icc-cpi.int

Le Festival International du Film des Droits de l'Homme (FIFDH)

03 Mars 2009 - 15 Mars 2009

Samedi 14 Mars

Projection du film "Le moment de vérité" (The Reckoning) à 20h30

Suivi d'un débat en présence de la réalisatrice et de Simon Foreman, président de la coalition française pour la Cour Pénale Internationale.

Lieu: *Cinéma Action Christine - Salle 1 - Paris; FIFDH Paris 2009*

Contact: Par courriel (le plus rapide pour obtenir une réponse) à : \n contact@alliance-cine.org Cette adresse email est protégée contre les robots des spammeurs, vous devez activer Javascript pour la voir. Par téléphone au : +33 (0)9 70 408 600 Par courrier à: [A]LLIANCE, 115 rue Saint-Dominique, 75007 Paris, France

4e Festival de films sur les droits de la personne de Montréal

12 Mars 2009 - 22 Mars 2009

Véritable agora autour des oeuvres engagées et sensibles de cinéastes du monde entier, le Festival de films sur les droits de la personne de Montréal tiendra sa 4e édition du 12 au 22 mars 2009 à Montréal, au Cinéma du Parc et au Cinéma ONF, durant la 10e Semaine d'actions contre le racisme. Cinq films du festival seront également présentés au Musée de la Civilisation à Québec entre le 15 et 21 mars. La Sélection officielle internationale (présentée au Cinéma du Parc) regroupe 45 films en compétition pour le Prix du public, dont huit pour le Grand prix du documentaire. La Sélection officielle québécoise (hors compétition, présentée au Cinéma ONF) instaurée l'an dernier pour saluer l'engagement des cinéastes d'ici, rassemble quant à elle, neuf documentaires réalisés et produits récemment au Québec. La plupart des projections seront suivies de débats, en présence de cinéastes invités, de défenseurs des droits et de spécialistes des enjeux soulevés par les auteurs.

Lieu: *Cinéma du Parc - www.cinemaduparc.com - Billets en vente dès le 5 mars 2009 au guichet et en ligne 3575, avenue du Parc, Montréal • T. 514-281-1900*

Contact: Cinéma ONF - www.onf.ca/cinerobothèque - Billets en vente sur place uniquement - 1564, rue St-Denis

Coeur des Sciences : Exposition de photoreportages - 175, avenue du Président-Kennedy (Entrée libre)

Contact : Plus d'informations sur www.fdpdm.com / www.cinemaduparc.com / www.onf.ca/cinerobothèque

Festival du film documentaire sur la CPI

16 Avr 2009 - 20 Avr 2009

16,17, 19 et 20 avril

La Coalition nationale de RDC pour la CPI (CN-CPI) organise son premier festival du film documentaire sur la CPI.

Les films suivants sont disponibles:

- La CPI en un clin d'oeil;
- L'audience de confirmation des charges de Katanga et de Ngundjolo;

- La CPI, désormais une réalité;
- L'histoire de la justice pénale internationale, de Nuremberg à la CPI,
- Un devoir de protection;
- En attendant demain.

Participants: avocats, juges et magistrats, étudiants et autres intellectuels.

16 et 17 avril : de 17 h à 19h à L'shi

19 et 20 avril : de 17 h à 19 h à Kolwezi

Lieu: *L'shi et Kowelsi (région sud de la RDC)*

Contact: Christian Hemedi, coordonnateur de la CN-CPI: arc_asbl@yahoo.fr

Séminaire sur l'essentiel de la justice traditionnelle

27 Avr 2009 - 29 Avr 2009

Le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ), en collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes de France, est heureux d'annoncer la prochaine édition du Séminaire sur l'essentiel : un séminaire intensif de 3 jours sur la justice transitionnelle.

Le séminaire couvrira les principaux thèmes de la justice transitionnelle, un certain nombre d'études de cas clés dans le domaine ainsi que des exercices pratiques. Le programme complet du séminaire et le formulaire de candidature sont disponibles ci-dessous.

L'objectif de ce séminaire est de procurer aux cadres très occupés le savoir exigé pour concevoir et mettre en oeuvre des politiques et des programmes de justice transitionnelle qui correspondent aux meilleures pratiques internationales.

Le programme s'adresse avant tout à des cadres supérieurs et des cadres moyens d'agences multilatérales, de gouvernements, d'ONG, de fondations et d'universités qui ne peuvent s'absenter trop longtemps de leur poste et de leur famille. Seuls seront examinés les dossiers des personnes exerçant un emploi rémunéré dans le domaine des droits de l'homme, de la construction de la paix ou dans un domaine s'y rattachant. Les candidats doivent également posséder un troisième cycle, un diplôme professionnel ou une équivalence.

Le séminaire se tiendra du 27 au 29 avril 2009 à Paris et sera enseigné en français.

Le coût du séminaire s'élève à 500 Euros, payables dans les 15 jours ouvrables à la suite de l'admission au séminaire (les modalités de paiement seront décrites dans la lettre d'acceptation envoyée aux candidats admis).

Des chambres seront réservées dans des hôtels à proximité de la salle de réunion (située sur l'île de la Cité) pour ceux qui souhaiteraient y être hébergés. La liste des établissements sera transmise aux candidats admis dans la lettre d'acceptation. Les participants devront alors se manifester directement auprès de ces établissements pour s'assurer d'une réservation, et l'hébergement se fera aux frais des participants.

Les dossiers de candidature pour le séminaire d'avril 2009 devront nous parvenir au plus tard le 13 mars 2009. La décision quant à ces candidatures sera communiquée au plus tard le 27 mars 2009. Le nombre de participants sera limité à 35 personnes.

A leur arrivée au séminaire, les participants recevront un CD-ROM contenant des documents

essentiels relatifs à la justice transitionnelle qu'ils pourront garder pour référence ultérieure.

L'ICTJ ne couvre pas les frais de transport, de visa, d'hébergement ou d'assurance des participants, mais les déjeuners seront pris en charge pendant le séminaire. Sur requête, l'ICTJ fournira une attestation aux participants en ayant besoin pour faciliter leur demande de visa.

Le séminaire sera mené par des membres du personnel de l'ICTJ.

Les participants ayant assisté au séminaire recevront un Certificat de participation.

Afin de poser votre candidature à ce séminaire, nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire parvenir une lettre de motivation, un Curriculum Vitae accompagné du formulaire de candidature (http://www.ictj.org/static/Essentials/Candidature_français_avril_2009.doc).

Lieu: *Paris, France*

Contact: Voir le site d'ICTJ <http://www.ictj.org/en/workshops/courses/index.html>

Soutenir, rapprocher et progresser : les droits des victimes dans le cas des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre

30 Avr 2009

Séminaire organisé dans le cadre de la Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels 2009, en partenariat avec le Centre canadien pour la justice internationale (CCJI)

13h00 à 17h00

Pavillon Roger-Gaudry, 2900, chemin de la Tour, salle P-310

Inscriptions requises mais gratuite.

Conférenciers:

André Laperrière, Directeur exécutif du Fonds au profit des victimes à la Cour Pénale Internationale (CPI)

Frédéric Mégret, Professeur adjoint et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droits de la personne et pluralisme juridique de la Faculté de droit de l'Université McGill

Jo-Anne Wemmers, Professeure agrégée de l'École de criminologie à l'Université de Montréal et responsable de l'Unité Victimologie et justice réparatrice du CICC.

La Cour pénale internationale (CPI) est le premier tribunal pénal international qui reconnaît

des droits aux victimes. En plus de leur donner le droit à la participation et à la réparation, le Statut de Rome crée un Fonds au profit des victimes qui vise à réparer ces dernières. En

2000, le Canada adopte une nouvelle loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Cette loi vise la complémentarité entre la justice pénale canadienne et la cour pénale internationale en permettant aux autorités canadiennes de poursuivre des personnes pour des

crimes commis à l'extérieur du Canada. Toutefois, les victimes au Canada n'ont pas les mêmes droits procéduraux que nous retrouvons dans le Statut de Rome.

- Est-ce que les victimes de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre qui se trouvent devant les cours canadiennes devraient avoir les mêmes droits procéduraux que les victimes dont le cas est traité par la CPI à La Haye?
- Est-ce que ces droits sont importants pour rendre justice aux victimes?
- Quelle est l'importance du fonds pour les victimes? Si le Canada créait un fonds, quel devrait être la relation entre le fonds canadien et celui de la CPI?

Lieu: *Université de Montréal, Canada*

Contact: Pour inscriptions et informations: Madame Émilie Raymond

Téléphone: 514-343-6111, poste 3665

Courriel: emilie.raymond@umontreal.ca

Programme Francophone de bourses de Rabat sur la justice transitionnelle

03 Mai 2009 - 24 Mai 2009

Le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) est heureux d'annoncer l'ouverture de candidatures pour le programme de bourses de Rabat sur la justice transitionnelle: un programme d'étude en langue française d'une durée de 3 semaines pour 20 participants à Rabat, au Maroc, en collaboration avec le Center for Cross Cultural Learning (CCCL).

Points forts du programme

Programme intensif de 3 semaines spécialisé en justice transitionnelle

Coûts entièrement à la charge de l'ICTJ

(voyage compris)*

Enseignement par des experts de renommée internationale

Petits groupes de participants hautement motivés avec possibilité d'une future collaboration

Études de cas sur le Maroc, la RDC, la Sierra Leone, le Rwanda, le Timor, le Pérou, le Burundi, la Colombie, l'Uganda, entre autres.

OBJECTIFS : Le programme d'étude vise à doter les participants d'outils théoriques et pratiques en matière de justice transitionnelle, ainsi qu'à établir des liens solides entre praticiens de ce domaine.

THEMES : Les cours traiteront des principales approches en matière de justice transitionnelle tant du point de vue théorique que pratique, tout en intégrant une perspective de genre. Ils exploreront les défis liés aux poursuites pénales, aux « commissions de vérités », aux réformes institutionnelles et à l'octroi de réparations aux victimes. Le programme inclut également des séances hebdomadaires de cas pratiques dispensées par des praticiens, des visites d'ONG locales, et des exemples concrets d'initiatives en justice transitionnelle en Afrique, en Amérique Latine, au Moyen-Orient et en Asie.

PROFIL DES CANDIDATS : Les postulants seront sélectionnés parmi les juristes, journalistes, enseignants, travailleurs sociaux et autres défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie provenant de pays francophones dans lesquelles l'examen de questions de justice transitionnelle serait pertinent et d'actualité. Les postulants doivent avoir fait preuve d'un engagement en faveur d'un traitement juste et responsable du passé de leur société d'origine.

PROCESSUS DE SELECTION : La sélection des participants sera effectuée par un comité d'experts de l'ICTJ sur la base de critères rigoureux. L'ICTJ attend des participants qu'ils contribuent de manière significative aux débats sur la justice transitionnelle une fois de retour dans leur pays d'origine.

Contact: Un nombre limité de places payantes sont disponibles. Pour plus d'information, veuillez contactez Patricia Karam, Directrice adjointe de formations professionnelles et partenariats, à l'adresse courriel : pkaram@ictj.org

Pour s'inscrire, rendez-vous sur:

http://www.surveymonkey.com/s.aspx?sm=IFUajtowtsosSjYi_2fYr9UQ_3d_3d

DELAI D'INSCRIPTION

Le 27 février 2009

N'hésitez pas à nous contacter à l'adresse courriel Programmesfrançais@ictj.org en cas de difficultés techniques ou pour recevoir directement un formulaire d'inscription.

Rencontre Stratégique Régionale Africaine de la CCPI

27 Mai 2009

Du 27 au 29 mai, la CCPI organise sa rencontre stratégique régionale africaine destinée à ses membres. Cette rencontre est consacrée cette année à une réflexion sur la façon de stimuler la participation de la société civile dans les pays en situation, d'améliorer l'image de la CPI en Afrique et d'élaborer des stratégies de coopération, de ratification et de mise en œuvre du Statut de Rome sur ce continent.

Lieu: *Kampala, Ouganda*

Contact: info@iccnw.org

Quelles pistes de solutions pour faire face aux FDLR et la LRA

22 Juin 2009

La Guerre à repris au Kivu avec toutes les conséquences sur les populations civiles. En effet, les combattants Hutus rwandais continuent de commettre des graves exactions contre les populations civiles.

C'est dans le cadre de l'opération « Kimia 2 » qu'une action conjointe FARDC-Monuc a été lancée le 28 Mai dernier contre les combattants FDLR notamment à Kanyabayonga et dont l'objectif est d'exercer une pression sur les groupes FDLR en vue de prévenir les menaces contre la population. Quelles sont les chances de réussite de cette nouvelle opération ? Que faire pour restaurer la paix à l'Est de la RDC ? C'est l'objectif principal de ce panel discussion qui regroupera les observateurs de la situation politique en RDC.

Intervenants : - Mr Roeland Van de Geer, Représentant spécial de l'Union européenne pour la région des grands Lacs.(A confirmer) « Rôle de l'Union européenne dans la recherche de la paix à l'est du Congo »

- Jack Kahorha (journaliste à Goma) : « situation sécuritaire à l'est de la RDC : enjeux, progrès, défis et perspectives »

- Marina Rafti (A confirmer) : « La traque des FDLR »

- Bob Kabamba (politologue Université de Liège) : « Négociations ou opérations militaires ? Analyses des différents accords de paix »

-Mme Donatella Rostagno (Eurac) « Opération Kimia 2 : quelles chances de réussite et perspectives pour la paix »

- Mme Sabine Kakunga (CNCD) « Stopper les violences sexuelles à l'est du Congo »

Modérateur : Jean jacques Mamba, (De vrienden van Congo, ONG)

La rencontre se tiendra de 16h à 18h.

Lieu: *Justice et paix, Rue Maurice Liétart,31/6 B-1150 Bruxelles (Belgique)*

Contact: Eugène Bakama : 0474 607 198 ou bakama_eugene@yahoo.fr

Tom Bashizi : 0484993072. Prière SVP confirmer votre présence par mail. bakama_eugene@yahoo.fr

Table ronde des médias sur « l'Afrique et la CPI »

24 Juin 2009

Suite au récent mandat d'arrêt délivré contre le Président soudanais Omar El-Béchéir par la Cour pénale internationale, certains dirigeants arabes et africains ainsi qu'un certain nombre de personnalités et d'organisations importantes auraient allégué que la CPI est un outil hégémonique occidental créé pour subjuguer les dirigeants du continent africain et mettre en œuvre un agenda impérialiste. A cet effet, une réunion regroupant les Etats africains parties au statut de Rome s'est tenue du 8 au 9 juin 2009 à Addis Abeba pour examiner la question. En vue de dissiper tout malentendu sur le travail de la CPI en Afrique, la CN- CPI organise la présente table-ronde. Cette réunion regroupera 50 professionnels des médias.

Modération : Désiré Kazadi

Programme :

Exposé introductif : affaires en cours devant la CPI (Paul Madidi) ; Regard critique sur les poursuites de la CPI contre les personnalités politiques africaines (Prof. Nyabirungu) ; Débat général ; La contribution de l'Afrique à l'émergence de la CPI (Christian Hemedi) ; Portées de la réunion des Etats Africains parties, Addis Abeba, juin 2009 (Mme Annie Mulumba)

Heures : de 9h30 à 15h00

Lieu: *Kinshasa en République démocratique du Congo*

Contact: Christian Hemedi, coordinateur de la Coalition nationale (de RDC) pour la CPI :
arc_asbl@yahoo.fr

Colloque sur la Justice internationale

17 Juil 2009 - 18 Juil 2009

La Coalition ivoirienne pour la Cour pénale internationale (CI-CPI) organise un colloque sur la justice internationale en partenariat avec la Division des droits de l'homme de l'ONUCI les 17 et 18 juillet 2009.

Les thèmes de discussion comprendront : « Existence et/ou perspectives de procédures judiciaires nationales » et « Vues et intérêts des victimes »

Lieu: *Hôtel Ibis, Abidjan, Côte d'Ivoire*

Contact: M. Théodore Kouakou N'DRI, tél : 225 22 41 06 61 / 05 72 91 33 ou par email :
ndriteo@yahoo.fr

Festival du film documentaire sur la CPI
17 Juil 2009 - 31 Juil 2009

Le festival se tiendra dans les Villes de Gbadolité, Mobaye et Yakoma, anciens fiefs du MLC de Jean Pierre Bemba. Projection publique dans 2 chaînes de TV: AA- DIGITAL CONGO- RTVA- CONGO WEB- RTNC- HORIZON 33.

Lieu: *République démocratique du Congo*

Contact: Désiré Kogbala, point focal Nord Equateur Tél: 00243 817127918 E-mail:
dmbokote@yahoo.fr

Journée de réflexion sur la peine de mort et le Statut de Rome de la CPI 18 Juil 2009

18 Juil 2009

L'ONG Culture pour la Paix et la Justice organise un séminaire sur la peine de mort et le Statut de Rome de la CPI à l'occasion de la Journée de la justice internationale. Le Ministre des droits de l'homme de RDC, Paul Madidi du Bureau de la CPI en RDC et Annie Mulumba, représentante de la CCPI figureront parmi les participants.

Lieu: *Université de Kinshasa, République démocratique du Congo*

Contact: Lievin Ngondji, président de Culture pour la Paix et la Justice - par email : cpj_ong@yahoo.fr
- par téléphone : Tél. :+(243)998180319

Célébration de la Journée de la justice internationale

22 Juil 2009

Conférence- débat sur la contribution de la CPI à la lutte contre l'impunité en RDC, exposition photos des acteurs de la CPI, festival du film documentaire sur la CPI.

Lieu: *Kinshasa, République démocratique du Congo*

Contact: Ms Maria Bosse, Présidente de Café Juridique de la Faculté de Droit
Tél: 00243 998807202
E-mail : mariabosse2009@yahoo.fr

La Défense devant les juridictions pénales internationales

11 Sept 2009 - 12 Sept 2009

Le séminaire organisé par le groupe de travail de l'UIA Défense Pénale Internationale, sur le thème « La Défense devant les juridictions pénales internationales » aura lieu à Biarritz, France du 11 au 12 septembre 2009.

Le séminaire a pour but non seulement de faire découvrir la matière à ceux qui ne la connaissent pas et d'en comprendre la spécificité mais également d'approfondir des points juridiques particuliers.

Ainsi, seront abordées les questions relatives au fonctionnement de ces juridictions, à l'évolution de la jurisprudence, ainsi qu'à la procédure et aux droits substantiels. Il sera également intéressant de

s'interroger sur l'avenir de ces juridictions tant d'un point de vue politique que juridique.

Enfin, l'occasion sera également donnée d'aborder les spécificités de l'exercice de la profession d'avocat devant ces juridictions.

Parmi les personnalités que l'UIA aura l'honneur de recevoir figurent :

- Le Greffier en chef du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR),
- Le Greffier en chef de la Cour Pénale Internationale,
- Le Président JORDA, ancien Président du Tribunal Pénal International et Président de Chambre à la Cour Pénale Internationale,
- Le professeur LABAYE, spécialiste de droit pénal international,
- Le Président du Barreau Pénal International (BPI),
- Le Président d'Avocats Sans Frontières (ASF),
- Des avocats de la défense étant intervenus devant le tribunal pour l'ex-Yougoslavie, le Rwanda, et la Cour Pénale Internationale.

Les sessions seront en français mais un résumé en anglais sera donné après chaque intervention.

Comment s'inscrire?

Veuillez télécharger le formulaire d'inscription et le renvoyer à l'UIA par fax ou email (uiacentre@uianet.org) ou vous inscrire en ligne, avant le 26 août 2009.

Lieu: *Biarritz, France*

Contact: uiacentre@uianet.org

Droit international :Etats puissants et mouvements de résistance Réunion-débat ouvert au public
18 Sept 2009 - 19 Sept 2009

Après vingt ans de régression du droit de la guerre et d'impunité des Etats puissants, une nouvelle ère va-t-elle s'ouvrir ? Deux jours de débats sur la question des crimes de guerre dans le cadre de conflits asymétriques : Gaza, Irak, Afghanistan...

Interviendront notamment des juristes:

Stéphane Hessel, président d'honneur de la conférence, ambassadeur, corédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Théo van Boven, ancien directeur de la division des droits de l'homme des Nations unies,

Monique Chemillier-Gendreau, professeure de droit international,

Gilles Devers, initiative pour la poursuite des dirigeants israéliens devant la CPI,

Simon Foreman, Amnesty International France, président de la Coalition française pour la Cour pénale internationale,

Michael Parenti, professeur de sciences politiques, Université de Californie (USA), auteur de

nombreux ouvrages sur les questions internationales,

Géraud de la Pradelle, président de la commission citoyenne sur le génocide au Rwanda;

Et des représentants de mouvements de résistance:

Aït Ahmed, ancien dirigeant du FLN algérien,

Martina Anderson, Sinn féin, membre de l'Assemblée législative de l'Irlande du Nord,

Ilan Halevi, ancien vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement palestinienne,

Khaled Hroub, spécialiste du Hamas, directeur du programme d'étude des médias à l'université de Cambridge,

Leïla Shahid, représentante de l'Autorité palestinienne en Europe.

Lieu: 101 rue de l'Université, Paris 75007, France. Accès : Métro Assemblée Nationale / Invalides

Contact: Pour informations et inscription : www.adifinfo.com ou email : adifinfo.com@gmail.com

Appel à contribution : Articles sur les mesures de protection des victimes de violences sexuelles

30 Sept 2009

REJUSCO invite tous les praticiens et les académiciens, Congolais et étrangers à réfléchir ensemble sur les mesures efficaces de protection des les victimes et témoins de violences sexuelles.

Nous vous invitons donc à la produire des articles ayant trait aux thèmes suivant :

(1) L'intervention de la justice dans la protection des victimes et témoins des cas de violences sexuelles: autres expériences africaines ;

(2) Mécanismes procéduraux de protection ;

-- le recours au huis clos et/ou à l'anonymat, dans le procès judiciaire de cas de violences sexuelles;

-- la possibilité pour les acteurs judiciaires de se référer au Statut de Rome et aux autres instruments internationaux pour assurer la protection de victimes et témoins ;

(3) Mécanisme non-procéduraux de protection:

-- identification et exploitation de mécanismes non procéduraux et/ou non judiciaires de protection : le rôle de la société civile ;

-- le rôle de la MONUC dans la protection des victimes et témoins des cas de violences sexuelles en RDC;

(4) La protection des victimes et témoins des cas de violences sexuelles : solutions concrètes dans la société Congolaise.

Les articles doivent être soumis à REJUSCO (rejusco@btcctb.org et sofia.candeias@btcctb.org) par email avant le 30 septembre 2009. Les auteurs des articles sélectionnés seront invités à participer à la Conférence « Pour briser le silence : mécanismes de protection au service de la justice pour les victimes et témoins de violences sexuelles » en novembre de 2009, a Bukavu, RDC, avec la participation des plusieurs experts nationaux et internationaux

Lieu: République démocratique du Congo

Contact: rejusco@btcctb.org et sofia.candeias@btcctb.org ou rendez-vous sur:

<http://intlawgrlls.blogspot.com/2009/09/write-on-witness-and-victim-protection.html>

Réunions stratégiques biannuelles CPI-ONG

06 Oct 2009 - 09 Oct 2009

Du 6 au 9 octobre 2009, près de 40 ONG membres de la CCPI rencontreront les officiels de la CPI à La Haye lors de réunions stratégiques sur des questions liées à la Cour.

De plus, des membres de la CCPI rencontreront des diplomates de La Haye au cours d'un briefing qui se déroulera dans les bureaux de la CCPI.

Lieu: *La Haye (Pays-Bas)*

Contact: Pour de plus amples informations, veuillez contacter le Secrétariat de la CCPI à l'adresse cicc@iccnw.org

Conférence: Pour briser le silence : mécanismes de protection au service de la justice pour les victimes et témoins de violences sexuelles en RDC

26 Oct 2009

Conférence organisée par REJUSCO pour discussion et débat des questions: (1) L'intervention de la justice dans la protection des victimes et témoins des cas de violences sexuelles: autres expériences africaines ; (2) Mécanismes procéduraux de protection ; -- le recours au huis clos et/ou à l'anonymat, dans le procès judiciaire de cas de violences sexuelles; -- la possibilité pour les acteurs judiciaires de se référer au Statut de Rome et aux autres instruments internationaux pour assurer la protection de victimes et témoins ; (3) Mécanisme non-procéduraux de protection : -- identification et exploitation de mécanismes non procéduraux et/ou non judiciaires de protection : le rôle de la société civile ; -- le rôle de la MONUC dans la protection des victimes et témoins des cas de violences sexuelles en RDC; (4) La protection des victimes et témoins des cas de violences sexuelles : - solutions concrètes dans la société Congolaise.

Programme disponible au www.rejusco.org

Lieu: *Bukavu, Sud Kivu, RDC*

Contact: rejusco@btcctb.org; sofia.candeias@btcctb.org

Conférence : "La sélection des affaires et des situations devant la CPI: Ouganda, RDC, République centrafricaine et Soudan hier; Colombie, Afghanistan, Gaza, Kenya et Guinée demain?"

05 Nov 2009

Conférence publique de Gilbert Bitti. Organisée par TRIAL

M. Gilbert Bitti, Conseiller juridique principal à la Section préliminaire de la CPI, est un orateur hors pair et ses connaissances des mécanismes internes à la Cour pénale internationale transforment ses conférences en un inimitable moment de lucidité - souvent plein d'humour - sur les possibilités et les limites de l'action de la CPI.

Lieu: *Genève, Suisse*

Contact: TRIAL CP 5116 1211 Genève 11 tel: 022 321 61 10 info@trial-ch.org ou cliquez sur: www.trial-ch.org

Séminaire de sensibilisation des officiers de la FARDC sur la CPI

05 Nov 2009 - 09 Nov 2009

Dans le cadre de la campagne de sensibilisation du public sur la CPI, l'Etat Major Général des Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) vient de confier à la Coalition nationale pour la CPI le travail de formation des officiers de l'Armée sur la CPI sur toute l'étendue du territoire national. Compte tenu de l'urgence et en rapport avec le dernier rapport de Human Right Watch sur les crimes internationaux imputés aux FARDC au Nord Kivu, un séminaire de formation des officiers sera organisé à partir du 5 jusqu'au 9 novembre 2009 à Goma et à Bukavu.

Lieu: *Goma, République démocratique du Congo*

Contact: Pour de plus amples informations, veuillez contacter Christian Hemedi, coordinateur de la Coalition nationale de RDC pour la CPI (CN-CPI):arc_asbl@yahoo.fr

Session de discussion en ligne de la CCPI avec Christian Lukusha sur le deuxième procès de la CPI

25 Nov 2009

Mercredi 25 novembre 2009

10h – 11h, Heure de La Haye

Mercredi 25 novembre 2009 – soit le lendemain de l'ouverture du second procès de la Cour pénale internationale dans l'affaire Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui -, la Coalition pour la Cour pénale internationale (CCPI) tiendra une session de questions-réponses en direct avec l'expert d'ONG Christian Lukusha. Cette discussion aura lieu sur le blog de la Coalition [In Situ : La justice vue par la société civile](#) de 10h à 11h, heure de La Haye.

Christian Lukusha est juriste et directeur exécutif de Justice Plus, une organisation des droits de l'homme située dans la province de l'Ituri, en République démocratique du Congo (RDC). Il a notamment travaillé en tant qu'avocat de victimes de crimes internationaux au tribunal militaire de Bunia (Ituri).

NB : Cette discussion sera conduite en français

Lieu: <http://www.iccnw.org/blog>

Contact: Pour suivre le débat en direct ou lire la transcription de la session, rendez-vous sur <http://www.iccnw.org/blog> . Pour soumettre des questions, envoyez un email à communications@iccnw.org

Session de discussion en ligne de la CCPI avec Mariana Pena sur le deuxième procès de la CPI

02 Dec 2009

Mercredi 2 décembre 2009, 16 – 17 heures CET /10 – 11 heures EST

Mercredi 2 décembre 2009 - soit une semaine après l'ouverture du second procès de la Cour pénale internationale dans l'affaire Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui -, la Coalition pour la Cour pénale internationale (CCPI) tiendra une session de questions-réponses en direct avec

l'expert d'ONG Mariana Pena. Cette discussion aura lieu sur le blog de la Coalition [In Situ : La justice vue par la société civile](#) de 10h à 11h, heure de La Haye. Mariana Pena est juriste et représentante permanente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) à La Haye – Pays-Bas. Mariana Pena est une éminente militante des droits de l'homme et des droits des victimes.

NB : Cette discussion sera conduite en anglais

Lieu: <http://www.iccnw.org/blog>

Contact: Pour suivre le débat en direct ou lire la transcription de la session, rendez-vous sur <http://www.iccnw.org/blog> Pour soumettre des questions, envoyez un email à communications@iccnw.org

Conférence parlementaire internationale sur la Justice et la Paix en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs

07 Dec 2009 - 12 Dec 2009

Rencontre régionale de parlementaires de la région des Grands Lacs et de l'Afrique centrale sur le système du Statut de Rome, la loi de mise en œuvre et le rôle de la justice et de la paix.

Lieu: *Palais du Peuple, Siège du parlement de la RDC, Commune de Lingwala, Kinshasa*

Contact: stefanie@pgaction.org

Séminaire : « Regards croisés sur les enjeux et perspectives de la justice internationale : la Cour pénale internationale et les juridictions nationales »

07 Dec 2009

Le séminaire qui se tiendra du 7 au 11 décembre 2009 est co-organisé par le Ministre de la Justice sénégalais, le Ministre des Affaires étrangères français et l'Organisation internationale de la Francophonie. Des représentants de la CPI (de la Présidence, du Bureau du Procureur et du Greffe) figureront parmi les participants ainsi que le coordinateur de la CCPI pour l'Afrique, M. Francis Dako. Le Bénin, le Burkina Faso, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Mali seront représentés au niveau ministériel lors de cette rencontre. L'objectif du séminaire est de souligner l'importance de mettre en œuvre le Statut de Rome dans la législation nationale.

Lieu: *Dakar, Sénégal*

Contact:

Débat: «L'arrestation des dirigeants des FDLR en Allemagne et la situation sécuritaire à l'est du Congo»

11 Dec 2009

Le Club des Amis du Droit du Congo, Section Europe, en collaboration avec l'Institute for War and Peace Reporting, vous invite à prendre part à un panel discussion le 11 décembre prochain. Thème: «L'arrestation des dirigeants des FDLR en Allemagne et la situation sécuritaire à l'est du Congo».

Heures: 16h00-18h00

Intervenants:

- Peter Verlinden, journaliste à la télévision belge VRT

- Charles Ntiricya, journaliste à Goma et stagiaire IWPR
- Thomas Schneider, Chef, Section CPI, Ministère des Affaires Etrangères de l'Allemagne
- Donatella Rostagno, représentante du European Network for Central Africa (EurAC) (Réseau européen pour l'Afrique centrale)
- Åsa Rydberg, Coordinatrice de projet 'Juridiction universelle', REDRESS

Modérateur: Eugène Bakama Bope, Président, Club des Amis du Droit du Congo, Section Europe

Lieu: *Human Rights Watch, Avenue des Gaulois 7, 1040 Bruxelles, Belgique*

Contact: Prière svp de confirmer votre participation avant le 11 décembre à l'adresse email: bakama_eugene@yahoo.fr ou moniquel@iwpr.net

« Crimes de masse : que fait la Cour Pénale Internationale (CPI) ? » Débat à partir du cas précis de son action en République Démocratique du Congo.

11 Dec 2009

Benjamin Bibas, journaliste, co-auteur entre autres de la série documentaire "A qui profite le crime de guerre : un bilan provisoire de la justice internationale" (France Culture, novembre 2007) organise un débat sur la CPI de 19h à 21h à Paris dans le bureau des Verts du 20e.

A la veille de la reprise des procès Ituri de la CPI le mois prochain, et afin de mieux comprendre le conflit et l'action de la CPI en Ituri, il vous invite à une séance d'écoute du documentaire radio "Ituri la nuit" (45 minutes), qu'il a co-réalisés pour la Radio télévision belge francophone en mars 2008. A la suite de cette séance, se tiendra une conversation portant sur l'offre actuelle de justice pénale internationale dans le monde et sur les raisons spécifiques des difficultés de la CPI - tout en évoquant sans doute les racines du grand conflit civil congolais qui a causé environ 4 millions de morts. Deux autres questions seront également abordées : dans quelle mesure une institution aussi lointaine que la CPI peut-elle rendre une justice reconnue comme légitime par les habitants de l'Ituri ? Dans quelle mesure la France, un des principaux Etats parties de la CPI, peut-elle être tentée d'avoir un usage politique de cette juridiction ?

Lieu: *Paris, France*

Contact: Les Verts du 20e Adresse : 24 Rue de la Chine 75020 Paris, France Tél : 01 40 33 19 69

Débat organisé par la BBC sur le thème : Quelles stratégies pour une paix durable dans l'est de la RDC ?

19 Dec 2009

Samedi 19 décembre à partir de 11 GMT

Des centaines de personnes massacrées, des milliers de femmes violées, l'est de la République démocratique du Congo est toujours en proie à l'instabilité malgré l'opération de pacification lancée par les autorités de Kinshasa. L'ONG Human Rights Watch exhorte les Casques bleus de la Monuc à cesser immédiatement de soutenir les soldats gouvernementaux qui commettraient des atrocités contre des civils dans la campagne contre les rebelles rwandais. Quels sont les enjeux de ce conflit qui perdure ? Comment assurer une paix durable dans l'est de la RDC ?

Lieu: http://www.bbc.co.uk/french/highlights/story/2009/12/091214_africa_live.shtml

Contact: Vous pouvez participer en envoyant un SMS au 00 44 77 86 20 50 88 ou écrire à l'adresse suivante : bbcafrique@bbc.co.uk

